

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 141 (1996)
Heft: 3

Artikel: Bosnie-Herzégovine, une paix sans vainqueur
Autor: Matic, Ljubomir
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-345621>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Bosnie-Herzégovine, une paix sans vainqueur

Par Ljubomir Matic

Avec l'accord de paix signé le 14 décembre 1995 à Paris, la guerre en Bosnie-Herzégovine, qui a duré trois ans et huit mois, a formellement pris fin. Le conflit se solde par 200 000 morts, 400 000 blessés, 2 000 000 de personnes déplacées et dépouillées de tous leurs biens. Ces chiffres arrondis restent approximatifs ; le bilan définitif ne sera vraisemblablement jamais connu.

Le contenu de cet accord n'a pas été révélé à ce jour dans tous ses détails. Ce n'est que, graduellement et au compte-gouttes, que les gens, usés par la guerre, apprennent la destinée qui leur a été réservée, d'abord à Dayton, ensuite à Paris. Une seule chose est certaine : aucun des belligérants n'est satisfait, surtout les leaders nationalistes des Musulmans, des Croates et des Serbes, qui n'ont même pas tenté de le dissimuler.

Le plus sincère, peut-être, a été Alija Izetbegovic, lorsqu'il déclarait que les Musulmans allaient accepter la paix « comme une amère pilule qu'il fallait avaler ». Le président de la Fédération croato-bosniaque, le Croate d'Herzégovine Kresimir Zubak, a donné sa démission, parce qu'il

n'acceptait pas l'attribution aux Serbes de la Posavina bosniaque, sur la rive droite de la Save au nord de la Bosnie, qui fait face à la Croatie. Une telle décision se justifie pourtant par les chiffres : avant la guerre, la région était peuplée par environ 170 000 Serbes, 40 000 Croates et 90 000 Musulmans. Le leader des Serbes, Radovan Karadzic, s'élève contre la perte des communes « serbes » de Sarajevo et de l'ouest de la Bosnie-Drvar, Kupres et Grahovo («le fond du panier serbe »).

L'attitude de Karadzic s'explique d'autant plus qu'il est brouillé avec le président de la Serbie, Slobodan Milosevic, lequel représentait les Serbes de Bosnie-Herzégovine aux négociations de paix. Karadzic n'a pas manqué l'occasion de faire grief au leader de Belgrade de son manque d'énergie à défendre les intérêts nationaux serbes.

Un armistice entre trois « vaincus », voilà cependant la seule issue logique aux tueries et aux destructions commises par tous les camps. Une guerre visant à conquérir des territoires débouche immanquablement sur la volonté de détruire l'adversaire.

Les « épurations ethniques » ne remontent pas à des horreurs commises par des individus ou des groupes, mais apparaissent comme un instrument, voire un objectif de la guerre.

Dans l'histoire récente, la Bosnie-Herzégovine n'a jamais existé en tant qu'Etat indépendant, c'était un territoire un et indivis, habité par trois peuples et d'autres ethnies moins importantes : les Serbes, les plus nombreux jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, les Musulmans (en principe les descendants des Serbes et des Croates qui, du temps de l'Empire ottoman, s'étaient convertis à l'islam), enfin les Croates (les moins nombreux).

La Bosnie-Herzégovine a été une République yougoslave

Il y a une trentaine d'années, les Musulmans sont reconnus, en dépit de leur origine serbo-croate, comme un groupe ethnique spécifique, un peuple, à cause des particularités découlant de leur islamisation. En Bosnie-Herzégovine, la structure de la population se modifie progressi-

vement en faveur des Musulmans, à cause de leur taux de natalité, de la moindre mortalité des enfants, conséquence des efforts consentis après guerre dans le domaine de la santé publique. Les Musulmans se montrent plus « sédentaires » que les Serbes et les Croates, émigrant moins vers d'autres parties de la Yougoslavie. Lors du dernier recensement avant l'éclatement de la guerre, en 1991, ils arrivent en tête, constituant le 43,7 % de la population, les Serbes le 31,4 % et les Croates le 17,3 %.

Les mélanges de populations dans l'ensemble de la Bosnie-Herzégovine, si l'on fait abstraction de quelques régions « ethniquement presque pures », constituent une donnée déterminante. La situation tragique de Sarajevo (526 000 habitants) remonte à la cohabitation de 260 000 Musulmans avec environ 160 000 Serbes, 35 000 Croates et 70 000 personnes qui se considèrent comme « yougoslaves », c'est-à-dire sans appartenance ethnique (couples confessionnellement mixtes ou autres minorités ethniques).

Lorsque les Croates d'Herzégovine occidentale, la majorité relative dans cette région, proclament leur « Etat indépendant » (« Herzeg-Bosna ») et choisissent Mostar pour capitale, le sort de la ville se trouve scellé : parmi ces 126 000 habitants, les Croates ne représentent que le 33,8 % (42 600), les Musul-

mans le 34,8 %, les Serbes le 19 % et les « Yougoslaves » le 10 %. Les prétentions croates sur la ville ne peuvent devenir réalité qu'après l'expulsion des Musulmans. Des massacres, les deux groupes s'en sont rendus coupables...

A Sarajevo et à Mostar, il est absurde d'insister sur le maintien de quartiers « nationaux » qui, pendant la guerre, ont résulté de partages. L'urbanisation, non seulement en Bosnie-Herzégovine, mais partout en Yougoslavie, a connu un fort essor après la Seconde Guerre mondiale. Le régime au pouvoir à l'époque a privilégié la construction de logements par l'Etat ; Ce sont les entreprises et les syndicats qui les attribuent administrativement aux personnes qu'ils emploient. L'appartenance ethnique ne joue aucun rôle : les bénéficiaires s'installent simplement dans le logement qui leur a été attribué.

Le partage de Mostar en zone occidentale « croate » et orientale « musulmane » n'est qu'une conception insensée défendue par les Croates. S'ils veulent déloger les Musulmans de la rive droite de la Neretva, rivière qui coule au travers de la ville, c'est parce que la partie occidentale de la ville se rattache au territoire de l'« Herzeg-Bosna ». Avant la guerre, des Serbes – ils ne sont pas majoritaires – et un nombre moins important de Croates vivent dans les communes urbaines de Sarajevo, maintenant proclamées

« serbes ». Le partage de la ville résulte d'opérations militaires. Durant le conflit, le nombre des Serbes dans ces communes augmente, puisque des Serbes s'y sont réfugiés, en provenance d'autres quartiers de Sarajevo mais aussi de localités proches prises par les Musulmans ou les Croates.

La Bosnie-Herzégovine a longtemps formé un amalgame ethnique ; le bon sens interdit donc de plaider pour un partage fondé sur l'ethnicité. La vie en commun ne pose en temps normal pas de véritables problèmes ; elle constitue même un obstacle aux antagonismes inter-ethniques et favorise la tolérance. Les conflits inter-ethniques, attisés par le pouvoir ou l'agresseur étranger, surgissent pendant la Première et, surtout, la Seconde Guerre mondiale. Les victimes en sont au premier chef les Serbes. Pour paraphraser le prix Nobel yougoslave de littérature, Ivo Andric, les habitants de la Bosnie-Herzégovine « vivaient les uns côtoyant les autres, se tournant le dos l'un à l'autre ». Andric est un Croate de Bosnie-Herzégovine, marié à une Serbe, qui se présente lui-même comme un « écrivain serbe » !

Au fil des années après 1945, la situation s'améliore. La Bosnie-Herzégovine, après 1945, s'ouvre au progrès et à la civilisation moderne ; les divisions confessionnelles et ethniques s'estompent : un mariage sur quatre est mixte et une

large partie de la population urbaine se sent ethniquement « indéterminée ». Le cloisonnement, sur la base de la confession et de l'ethnie, reste la caractéristique des couches sociales les moins évoluées ; les nouveaux leaders nationalistes vont y trouver leurs plus dévoués et sanguinaires adeptes.

La Bosnie-Herzégovine ne se voit conférer un statut d'« Etat » que dans la Yougoslavie de Tito, dans laquelle elle forme l'une des six républiques fédérées. Sans que l'intention n'ait jamais été énoncée publiquement, il s'agit de neutraliser les vues des Serbes et des Croates sur cette région. On estime à l'époque que, malgré la composition pluriethnique de la population, la Bosnie-Herzégovine va organiser des structures bureaucratiques dictées par le Parti, qui, dans leur pro-

pre intérêt, feront obstacle à Belgrade et à Zagreb. Afin de favoriser une telle évolution, on accorde officiellement certains avantages aux Musulmans qui vont en tirer la conclusion qu'ils sont les « maîtres » de la Bosnie-Herzégovine et que la République est « leur » Etat.

La guerre commence...

Le système fonctionne à peu près bien jusqu'au réveil des divisions nationales en Yougoslavie, il y a une dizaine d'années. Celles-ci amènent la désintégration du pays. La Bosnie-Herzégovine n'échappe pas à ce processus. A la place de la « Ligue des communiste », à l'idéologie internationaliste et supranationale, les partis nationalistes des Musulmans, des

Serbes et des Croates, que tout oppose, accaparent la scène politique. Les leaders musulmans défendent le projet d'un Etat unifié sous leur domination ; les leaders serbes et croates, effrayés par une emprise musulmane, s'accrochent au principe de la division en Etats ethniques qui, à moyen terme, se rattacheront à la Serbie et à la Croatie.

Les idées des politiciens, qui parlent de « protection de la foi et de la nation », s'imposent dans les trois communautés. Moins on est évolué, plus on se montre disposé à les accepter. C'est en vain qu'après les premiers tirs à Sarajevo, quelque cent mille citoyens vont descendre dans la rue pour exiger le calme et la paix. Ils sont dispersés par des francs-tireurs embusqués, donc par ceux qui recherchent l'affrontement. Une terrifiante logique s'impose : la Bosnie-Herzégovine ne peut être partagée en Etats ethniques qu'à la suite de « l'épuration ethnique » des territoires. Seule la guerre et une violence qui atteint rapidement un paroxysme permettent d'atteindre de tels objectifs. La majorité des victimes, on les dénombre parmi les populations civiles soumises à une terreur bestiale, condamnées à abandonner les lieux où elles ont vécu.

Si les hostilités commencent au vu et au su de la communauté internationale, avec le soutien de certains d'Etats étrangers, la responsabilité de ceux qui ont entraîné les popula-

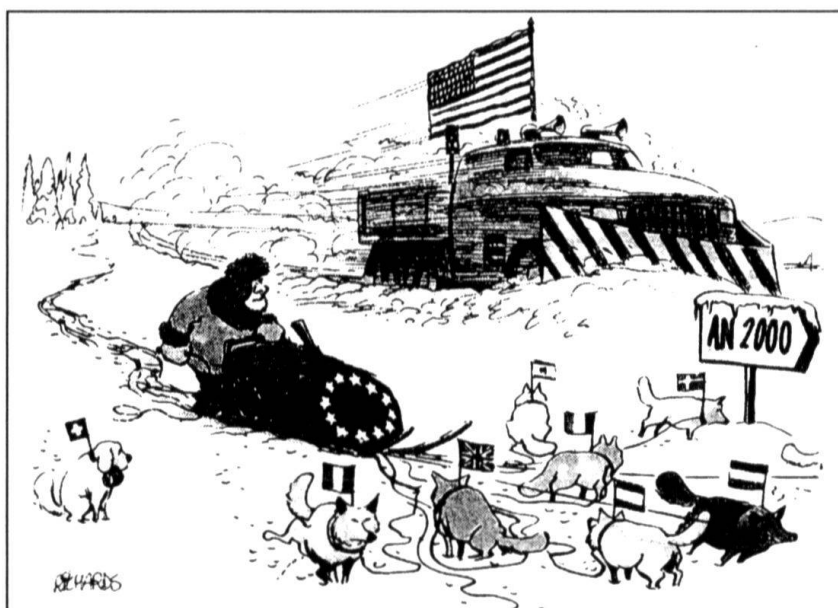


Désinformation-Hebdo, 24 décembre 1995.

tions dans la guerre reste malgré tout écrasante. On trouve ces gens dans les trois communautés. Les Musulmans, dont on estime généralement qu'ils sont les victimes de l'agression serbe, s'étaient – on le découvre maintenant – préparés à la guerre dès la seconde moitié de 1991.

Leur hebdomadaire *Oslobodjenje* (*Libération*), quotidien titiste de l'ex-république, a publié dans son dernier numéro de 1995 les souvenirs du major Hajrudin Osmanagic, premier commandant du 5^e corps d'armée musulman. Il évoque sa nomination comme commandant de la région de Bihac en novembre 1991, six mois avant que n'éclate le conflit, par le mouvement musulman clandestin, la « Ligue patriotique » : « A mon entrée en fonction, je me suis mis à organiser des préparatifs sur une large base (...). Nous avons formé un état-major clandestin de la Ligue (...). » Alija Izetbegovic, lui aussi, a reconnu récemment que les Musulmans s'étaient préparés à la guerre et qu'ils s'attendaient à la gagner « en une dizaine de jours ».

Des crimes ont été perpétrés contre les ressortissants des trois peuples. D'autre part, comble de l'absurde, les sacrifices consentis n'ont servi à rien ! C'est à ce prix que la Bosnie-Herzégovine a été divisée en deux entités, la Fédération croato-bosniaque et la République serbe. Près de la moitié des 4 360 000 habitants de la Bosnie-Her-



L'efficacité américaine en ex-Yougoslavie par rapport à l'impuissance européenne. (Richards, Coopération, 10 janvier 1996).

zégovine ont abandonné leur foyer et fui vers d'autres régions de cette ex-république fédérée, en Croatie, en Serbie, partout en Europe et plus loin encore.

Un traité inapplicable ?

Les Musulmans n'ont pas conquis la suprématie escomptée, mais la menace bien réelle existe qu'ils se trouvent un jour sous le protectorat de Zagreb. Les Serbes ne se sont pas unis à la Serbie, mais ont proclamé une république qui apparaît économiquement inapte à une existence indépendante. Le rêve croate d'une « Herzeg-Bosna » est parti en fumée et les Croates de Bosnie-Herzégovine se trouvent contraints de vivre dans une communauté étatique avec des Musulmans numériquement bien

supérieurs, sous la férule de Zagreb.

Les dégâts matériels sont incommensurables : plusieurs dizaines de milliards de dollars américains selon une évaluation encore aléatoire. L'étranger ne peut fournir une aide d'une telle importance ; les gens devront donc subir de longues années de misère.

La paix de Paris donne le droit à tous les réfugiés de rentrer chez eux. Qui peut croire à un tel retour ? Les « entités » existantes forment des groupes nationaux et le retour d'habitants d'autres ethnies mettrait en péril ce caractère déterminant. Pourrait-on encore parler d'une République serbe si des centaines de milliers de Musulmans la réintégraient après l'avoir fuie ou en avoir été chassés pendant les combats ? Inversement, comment parler d'une Fédéra-

tion croato-bosniaque si quelque six cent mille Serbes y revenaient ? Ce serait, dans la foulée, reconnaître que le conflit a été absurde et inutile !

« Il me semble qu'il y a de bonnes raisons d'être sceptique concernant le retour des personnes », estime Rasim Kadic, musulman, bosniaque et président du Parti libéral, l'un des rares sans attribut national (iste). « Les principes au nom desquels on a chassé les gens de la région qu'ils habitaient, la manière dont ils ont été chassés, les massacres et les génocides sont des faits trop graves pour que nous puissions espérer des retours spectaculaires. La Bosnie-Herzégovine restera un Etat multinational mais, malheureusement, la répartition des populations sera fondamentalement différente par rapport à la situation d'avant-guerre. »

Les personnes déplacées, sans perspectives d'avenir, manifestent. Après la signature de l'armistice, les Croates de la Posavina sont venus protester à Zagreb contre Tudjman. La police

les a dispersés. « Personne n'a le droit, ni divin, ni humain, ni constitutionnel de signer n'importe quel acte de partage du pays qui signifierait que ses citoyens ne pourront pas y revenir » stipule une déclaration approuvée lors d'un rassemblement de protestation à Duisburg en Allemagne, organisé par des Musulmans qui ont fui Foca, une ville dont Alija Izetbegovic a accepté l'attribution à la République serbe.

La guerre n'a rien résolu et c'est pourquoi les experts doutent que la paix se rétablisse. Le traité de paix a été signé à cause d'une très forte pression internationale. Il a mis fin aux hostilités entre les Bosniaques et les Serbes de Bosnie-Herzégovine ; c'est aussi grâce à une pression identique que le conflit en Bosnie centrale avait été arrêté entre Croates et Musulmans et qu'une fédération avait été constituée. Celle-ci ne fonctionne toujours pas, presque deux ans après sa proclamation à la suite de l'accord de Washington. Les tensions entre Croates et Musulmans subsistent à Mostar.

Pour les civils et les soldats, la paix a bien sûr apporté un soulagement, car ils étaient « saturés » par la guerre. En revanche, les leaders, qui les avaient entraînés dans le conflit, sont toujours là, comme la propagande qui avait distillé ses poisons : pour s'en convaincre, il suffit de lire un journal ou de suivre une émission de télévision des trois parties... Les « profiteurs de guerre » et toute l'« écume sociale » créées par les hostilités restent présents, comme la haine contre l'ancien voisin de l'autre ethnie qui a tué un membre de la famille ou bouté le feu à la maison. Les intérêts de ceux qui, à l'étranger, ont incité et aidé à combattre ne sont pas satisfaits non plus...

Cependant, les tenants de la théorie selon laquelle cette guerre absurde a fourni une leçon sans précédent pourraient avoir raison : par la guerre, on ne peut rien résoudre en Bosnie-Herzégovine. Il n'y aurait alors qu'un scénario inéluctable, douloureux et pénible : la vie en commun.

L. M.